

Réunion du comité de pilotage Afrique

Le jeudi 8 novembre 2018

PROCÈS-VERBAL

Participants

Comité de pilotage pour l'Afrique

Mutuso Dhliwayo. Représentant l'Afrique orientale et australe, Zimbabwe (MD)

Sangare Tiemoko, représentant l'Afrique de l'Ouest francophone, Mali (ST)

Brice Mackosso, membre du conseil de l'ITIE, Congo Brazzaville (BM)

Faith Nwadishi, membre du conseil de l'ITIE, Nigeria (FN)

Moses Kulaba, membre du conseil de l'ITIE, Tanzanie (MK)

Secrétariat

Elisa Peter, directrice exécutive (EP)

Stéphanie Rochford, directrice de la participation des membres (SR)

Demba Seydi, coordonnateur régional de l'Afrique de l'Ouest (DS)

Nelly Busingye, coordonnatrice régionale de l'Afrique orientale et australe (NB)

Duncan Edwards (directeur des initiatives mondiales et de l'impact) et Tatiana Sedova (coordonnatrice de l'ITIE) ont participé à la session au sujet des lignes directrices applicables aux collèges de l'ITIE.

Excusés

Dupleix Kuenzop, représentant l'Afrique centrale, Cameroun/représentant au conseil mondial (DK)

Erisa Danladi, représentant l'Afrique de l'Ouest anglophone, Nigeria (DE)

ACTIONS

Action	Par qui	D'ici quand
Finaliser un document des méthodes de travail avec le CPA	NB & DS	Décembre 2018
Partager le document de stratégie de l'espace civique pour examen par le CPA	SR	Novembre 2018
Partager les TDR pour le consultant sur l'espace civique	SR	Novembre 2018
Fournir des commentaires et des suggestions sur la stratégie de protection de PCQVP Afrique	CPA	Fin du T1 2019

Suivi auprès de GIZ sur la participation des femmes à l'AG PCQVP	Secrétariat avec l'appui de FN	Novembre 2018
Contacteur la coalition à Madagascar afin de les inciter à participer à l'AG	DS, TS et SR	Novembre 2018
Inclure les questions suivantes pour discussion de l'ordre du jour lors de la prochaine réunion en personne du CPA <ul style="list-style-type: none"> ● Collecte de fonds ● Travailler efficacement avec le conseil mondial pour développer le leadership stratégique du réseau ● Mobilisation de la société civile dans de nouveaux pays 	NB & DS	D'ici à la prochaine réunion du CPA
Contacteur la coalition au Kenya pour communiquer la décision du CPA sur leur demande d'affiliation et les inviter à Dakar	NB	Novembre 2018
Contacteur la coalition au Botswana pour communiquer la décision du CPA sur leur demande d'affiliation	NB	Novembre 2018
Établir des contacts au Gabon pour s'assurer qu'un représentant soit présent lors de l'AG à Dakar	SR	Décembre 2018
Rédiger et partager avec les membres le communiqué de la réunion	NB & DS	Novembre 2018

Décisions

- Le secrétariat va évaluer les options pour redynamiser les coalitions à Madagascar, en Mauritanie, au Gabon et au Ghana et inclure des activités dans le plan de travail 2019 selon les besoins
- La demande d'affiliation de la coalition au Kenya a été approuvée.
- La prochaine réunion en personne du CPA aura lieu conjointement avec la conférence mondiale de l'ITIE en 2019.
- Mutuso Dhliwayo agira en tant que président du CPA pour la deuxième moitié de leur mandat.

Introduction

TS a accueilli le CPA et le personnel du secrétariat à la réunion, notant avec regret que deux collègues n'avaient pas été en mesure d'y assister, Erisa Danladi et Duplex Kuenzop. L'ordre du jour a été adopté.

Adoption du procès-verbal/Examen des points d'action

TS a examiné les actions de la dernière réunion à Douala. Il a été noté que les méthodes de travail n'ont pas été adoptées et que le CPA a demandé que le secrétariat place en priorité l'élaboration de ce document avant la fin de l'année, sur la base du document approuvé par le CM.

BM a noté que le CPA avait identifié le négoce de matières premières et la transparence budgétaire comme priorités pour la stratégie globale. EP a encouragé le CPA à travailler en étroite collaboration avec les coordonnateurs régionaux de l'Afrique et les autres membres du secrétariat pour élaborer le plan d'exploitation de trois ans afin de s'assurer que les priorités sont bien prises en compte dans la mise en œuvre de la stratégie mondiale.

Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté.

Réflexions sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs 2018 du CPA

MK a invité les représentants sous-régionaux à tenir compte des progrès réalisés dans la réalisation des objectifs de 2018 en vertu de chacune des trois priorités du CPA pour son mandat de trois ans, tels que définis à la réunion de Douala :

1. **Stratégie et plaidoyer** : Le CPA va jouer un rôle de leadership s'agissant de faire progresser le programme de PCQVP en matière de plaidoyer à l'échelle régionale et internationale
 - o Objectif pour 2018 : Tous les membres de PCQVP en Afrique sont au courant du processus de planification stratégique mondial de PCQVP pour 2020-2025 et y contribuent, y compris sur les questions relatives au genre et à l'industrie extractive

Les représentants ont noté l'engagement actif dans tout le continent des membres de PCQVP qui contribuent à l'enquête en ligne, avec le soutien en matière de coordination des coordonnateurs régionaux de l'Afrique apporté au secrétariat. En outre, les membres du CPA ont activement participé la veille à la réunion conjointe avec le conseil mondial afin d'examiner la version finale de la stratégie préalablement à sa présentation et son adoption à l'assemblée mondiale 2019 ; et de nous préparer à fournir des commentaires au sujet du plan d'exploitation de trois ans qui sera élaboré avec les membres en 2019. Le CPA a noté que, bien que certaines coalitions PCQVP sont impliquées dans un projet pilote pour étudier la création d'une mise en œuvre de l'ITIE plus sensible à la sexospécificité, un effort plus concerté est requis du CPA pour faire preuve de leadership sur cette question en 2019.

Il a été noté que depuis la dernière réunion du CPA, MK et MD ont été activement impliqués dans le recrutement de la coordonnatrice régionale de l'AOA, NB, qui a pris ses fonctions en juillet 2018. Le secrétariat a remercié MK et MD pour leur soutien dans ce processus.

Le CPA a réfléchi sur l'importance pour eux, dans leur rôle de leadership, de porter la « tenue de PCQVP », lorsqu'ils participent à divers forums en Afrique et au-delà - y compris lorsqu'ils doivent intervenir oralement - pour contribuer à la crédibilité et à l'impact du mouvement sur le continent. Le CPA a convenu

que c'est approprié et important pour eux tous, même s'il n'y a pas eu de financement spécifique ou de coordination du secrétariat.

2. **Consolidation de la base de membres et sensibilisation** : le CPA veillera à procéder à des regroupements parmi les coalitions PCQVP en Afrique de l'Ouest et dans d'autres sous-régions
 - Objectif pour 2018 : le CPA mènera une stratégie de réengagement avec les coalitions PCQVP en Afrique de l'Ouest anglophone et dans d'autres sous-régions

SR a noté des progrès pour cet objectif par le CPA avec une référence spécifique à la coalition PCQVP au Liberia, auprès de qui le CPA (représenté par ED) et le secrétariat se sont impliqués de nouveau avec l'appui d'un consultant indépendant (Sam Tokpah). Suite à la mission et aux recommandations dans le rapport produit par le consultant, une AGA a été programmée au Liberia avant la fin de l'année pour adopter une charte de gouvernance révisée et organiser des élections pour les nouveaux membres du conseil. Il a été noté que la Mauritanie, la Guinée Bissau, le Ghana, la Sierra Leone et le Gabon sont aussi des coalitions prioritaires pour un réengagement, ce qui sera discuté lors de la prochaine session.

Il s'ensuit une discussion sur la meilleure façon d'assurer une communication efficace entre le secrétariat et les membres du CPA, à la suite d'une demande par FN d'être plus régulièrement informée sur les problèmes liés à l'Afrique de l'Ouest en particulier. Il a été noté que tous les renseignements relatifs à la mission au Liberia, y compris les TDR et le rapport final, ont été partagés par e-mail et discutés lors d'une téléconférence réunissant le CPA. Le secrétariat a suggéré qu'un moyen d'améliorer la communication serait d'alerter le CPA via son groupe Whatsapp lorsqu'un e-mail avait été partagé, pour limiter le risque de passer à côté du message en question.

3. **Gouvernance** : Le CPA soutiendra les coalitions PCQVP en Afrique afin qu'elles respectent les principes de fonctionnement de PCQVP
 - Objectif pour 2018 : Le CPA s'impliquera activement dans les préparatifs de l'assemblée mondiale 2019, y compris en contribuant à diffuser les principes de fonctionnement de PCQVP parmi les coalitions PCQVP en Afrique

Le CPA a noté que presque toutes les coalitions en Afrique ont soumis les noms de leurs délégués au secrétariat (à l'exception de Madagascar et de la Sierra Leone). Une coalition en Afrique, PCQVP Togo, participe actuellement à un projet pilote d'un cadre d'indicateurs pour les principes de fonctionnement de PCQVP, et mettra en œuvre les recommandations de l'évaluation initiale des lacunes dans les mois à venir.

SR a également noté que des appels de fonds supplémentaires sont nécessaires pour assurer la participation de toutes les coalitions PCQVP lors de la prochaine assemblée mondiale à Dakar et a invité le CPA à soutenir les coalitions pour qu'elles démarchent activement des donateurs potentiels dans les

semaines à venir ; et qu'elles partagent les contacts pertinents avec le secrétariat pour assurer le suivi de la collecte de fonds.

BM et TS ont également procuré quelques brèves mises à jour à la suite de leur participation à un atelier organisé la semaine précédente à Dakar par la Banque mondiale pour les représentants de la société civile au sein des groupes multipartites de l'ITIE en Afrique francophone. Les préoccupations liées à la réduction de l'espace civique continuent d'être soulevées, et les discussions à Dakar ont porté sur les stratégies que peut utiliser la société civile pour se protéger, y compris la nécessité d'une aide technique et financière.

Mises à jour des sous-régions

Le secrétariat a livré un aperçu des principaux points dans ses rapports écrits sur chaque sous-région.

DS a rendu compte des progrès accomplis dans la région, notant l'engagement des coalitions auprès du [Responsible Mining Index](#). Quatre coalitions mettent actuellement en œuvre un projet sur les avantages sociaux et économiques de l'[approvisionnement](#) dans le secteur minier, en collaboration avec PCQVP Canada et avec un financement de l'OSIWA. DS a noté l'ample mobilisation et le mouvement de solidarité pour Ali Idrissa dans toute l'Afrique francophone, y compris la participation à deux missions PCQVP au Niger en mai et en juillet. Trois coalitions (Sénégal, Guinée et Burkina Faso) mettent actuellement en œuvre un projet pilote pour entreprendre une recherche-action aux fins d'évaluation, d'analyse et de résolution des obstacles à la participation active et constructive des femmes à l'ITIE, et évaluer la mesure dans laquelle la mise en œuvre de l'ITIE prend en compte les façons spécifiques dont les activités d'extraction affectent négativement les femmes. Les coalitions sont également engagées dans l'examen du code minier de la CEDEAO. La gouvernance des coalitions en Mauritanie et en Guinée Bissau demeure un défi.

DS a noté qu'il existe un manque continu de dynamisme parmi les coalitions dans toute la région, en partie à cause de l'absence de possibilités de soutien financier.

Comme indiqué ci-dessus, des efforts concertés ont été déployés pour nous engager de nouveau auprès de la coalition au Libéria au cours des huit derniers mois, avec l'appui d'un consultant et de l'actuel coordonnateur national. Le membre du CPA représentant la région (ED) a été très actif auprès des divers intervenants au cours d'une visite à la fin du mois de mai. Les TDR de la mission, ainsi que le rapport avec les principales conclusions et recommandations, ont été partagés avec le CPA. Le Libéria a été suspendu de l'ITIE cette année. Il est proposé que le CPA se concentre sur le réengagement auprès du Ghana en 2019, sur le même modèle qu'au Libéria (organisation d'une mission avec l'appui d'un consultant ghanéen indépendant). Aucune coalition en Afrique de l'Ouest anglophone n'a présenté pour l'instant des candidats pour le siège au sein du conseil mondial destiné à l'Afrique anglophone (au moment de la rédaction de ce document, il y avait un candidat de la Zambie).

1. Afrique orientale et australe

NB a noté que l'une de ses priorités au cours des trois derniers mois a été de rencontrer des représentants de la coalition de l'ensemble de la région et de comprendre leurs priorités clés. Elle a fait rapport sur la

réunion de coordination de l'Afrique anglophone qui a été organisée en Afrique du Sud en juillet, en marge d'une réunion du Responsible Mining Index. Elle a indiqué que le Kenya a présenté une demande d'affiliation à PCQVP. Des « Alternative mining indabas » ont été organisées en Ouganda et au Kenya (septembre), en Tanzanie et au Zimbabwe (octobre). NB a également travaillé à renforcer la relation de PCQVP avec le Tax Justice Network Africa (TJNA). PCQVP Zambie, Mozambique, Madagascar, Malawi, Zimbabwe et Zambie ont réussi à soumettre une proposition à l'OSISA y compris le financement pour les participants à l'assemblée mondiale et ont entrepris des travaux de plaidoyer au niveau national. NB a noté la persistance de la faiblesse de la capacité et de la gouvernance de la coalition à Madagascar comme étant l'un des principaux défis dans la région. Bien qu'il existe de nombreuses possibilités de financement conjointes dans toute la région, NB a demandé au CPA de fournir plus de soutien aux coalitions pour qu'elles soient en mesure de profiter de ces opportunités d'une manière plus efficace et opportune. La diminution de l'espace civique est aussi un défi dans l'AOA.

Discussion sur les rapports sous-régionaux et les principaux problèmes/défis et leçons apprises

Il a été noté que le réengagement auprès des coalitions en Guinée Bissau et en Mauritanie a besoin d'être une priorité. Il a été noté que le secrétariat est en mesure de fournir un financement pour une seule mission seulement par sous-région dans son programme de travail 2019. DS a informé le comité que la priorité devrait être accordée à la Mauritanie, étant donné qu'il s'agit d'un pays de mise en œuvre de l'ITIE qui est un facteur important pour PCQVP ainsi que les défis liés à l'espace civique et les sources limitées pour assurer le financement de la Mauritanie. Les plans pour reprendre le dialogue avec la coalition en Guinée Bissau continueront à travers des conversations avec des représentants de Swissaid dans le pays.

Le CPA a mis en exergue l'élaboration d'une stratégie de protection de PCQVP Afrique en 2011, et a demandé une opportunité d'examiner et de formuler des observations sur ce document. Le CPA a noté que le secrétariat recrutera un consultant spécialisé dans les questions de l'espace civique qui sera chargé d'élaborer des stratégies de lutte contre les défis se posant à l'espace civique. Le consultant devrait être bilingue (anglais et français) et participera également à l'assemblée mondiale. FN a proposé que les visites d'échanges sont un moyen de partager des expériences pour relever les défis rencontrés par les membres de PCQVP sur le continent. BM a suggéré d'identifier les zones/pays à haut risque, considérant que la situation peut changer à tout moment en raison des contextes politiques dans certains pays. Il est également important d'obtenir un fonds d'intervention rapide pour gérer les cas imprévus. Ce fonds peut également être utilisé pour soutenir la famille d'un détenu en cas de besoin. Il est nécessaire d'avoir des avocats que nous pouvons contacter lorsque des problèmes se posent à l'espace civique. L'importance d'établir des liens plus solides avec les ministères et les ambassades, des dirigeants religieux, des parlementaires, des organisations de défense des droits humains et des dirigeants d'entreprises a également été soulignée car ils peuvent jouer un rôle de médiation si/lorsque nécessaire (comme dans le cas du Sénat américain en rapport avec l'arrestation au Niger en 2018).

Sur le sujet de la collecte de fonds, il a été noté que le secrétariat n'a pas encore obtenu la totalité du budget pour l'assemblée mondiale et que le contexte de financement a été difficile. Les coalitions ont reçu des notes de synthèse et un soutien afin de contacter des partenaires de développement dans leurs

pays respectifs. Il a été suggéré que les donateurs soient invités à appuyer la participation sur des thèmes spécifiques (comme la sexospécificité pour GIZ).

En ce qui concerne le réengagement auprès de la coalition au Ghana, le CPA a examiné le profil d'un consultant potentiel avec lequel le secrétariat a eu une conversation initiale, et a soutenu le fait de donner la priorité à ce travail en 2019. Le CPA a recommandé de définir les principales questions à aborder au Ghana, d'établir une liste des parties prenantes auprès desquelles s'impliquer dans une telle mission et de parler à d'anciens membres du CPA pour qu'ils fournissent une aide et des conseils. Il a été noté que l'assemblée mondiale a été l'occasion de parler avec les membres de PCQVP Ghana préalablement à de toute mission.

En ce qui concerne Madagascar, le CPA a recommandé que les représentants du pays soient invités et contactés à l'assemblée mondiale. Le CPA a également proposé que le coordinateur francophone et le représentant du CPA de l'Afrique de l'Ouest francophone initient la communication avec la coalition de Madagascar, avec pour objectif que les noms des délégués soient soumis.

ITIE : mise à jour sur l'examen des lignes directrices applicables aux collègues

MK a présenté un bref historique du processus de révision des lignes directrices applicables aux collègues de l'ITIE, ce qui était requis de tous les collègues de l'ITIE préalablement à l'élection du conseil en 2019. MK a noté le recrutement par le secrétariat de PCQVP du Consensus Building Institute (CBI) à l'appui du processus de la société civile, et la vaste consultation sur les recommandations du CBI qui a été entreprise par les membres du conseil avec le collège de la société civile au cours de l'été. À la suite d'autres discussions avec les membres du conseil, le secrétariat de PCQVP travaillera avec des membres spécifiques du conseil de l'ITIE pour réviser les lignes directrices d'ici la fin de janvier 2019. Le conseil recommande que le CBI soit chargé d'exécuter un processus de mise en candidatures indépendant pour le conseil en 2019, en prévision de la conférence internationale de l'ITIE qui se tiendra à l'été 2019. La question de savoir comment financer le CBI pour qu'il joue ce rôle est discuté, avec une suggestion qu'une partie du financement provienne du secrétariat de PCQVP et une autre du secrétariat international de l'ITIE.

BM a noté certaines des discussions relatives au projet de mécanisme d'élection et de coordination des membres du conseil issus de la société civile, y compris des discussions sur le rôle de PCQVP dans ce processus. Il a noté qu'il s'agit d'une conversation difficile, compte tenu de l'importance du rôle de chef de file joué par les membres de PCQVP dans la mise en place de l'initiative en 2002, tout en reconnaissant la valeur des contributions des organisations de la société civile qui ne sont pas membres de PCQVP mais sont également engagées dans la gouvernance des ressources naturelles. La gestion et la coordination des membres de la société civile de l'association ITIE devraient être la responsabilité du secrétariat international de l'ITIE. Les demandes d'adhésion doivent être évaluées en fonction d'une série de critères qui sont encore en discussion. TS a noté qu'un nouveau directeur exécutif prendra ses fonctions au secrétariat International de l'ITIE avant la fin de l'année. Elle a accueilli avec satisfaction une étroite

coordination et coopération entre le CPA, les membres du conseil international de l'ITIE et le conseil mondial.

FN a noté qu'en plus d'un nouveau DE, il y aura un nouveau président élu à la prochaine conférence mondiale de l'ITIE qui aura probablement lieu en juin ou juillet à Paris. Des candidats peuvent toujours être suggérés pour ce rôle et toute personne ayant une suggestion devrait la partager avec l'un des membres du conseil de l'ITIE. FN a invité le CPA à réfléchir sur les questions prioritaires à soulever pour l'ITIE dans les trois années à venir. FN a noté qu'il existe un engagement en faveur de l'organisation d'une session sur la sexospécificité à la conférence mondiale, mais que nous devons continuer à élaborer des questions particulières qui devront être soulevées. DE a fait remarquer la possibilité de mettre également en évidence les enjeux de l'espace civique dans le contexte des divulgations en matière de propriété réelle, comme souligné au cours de la Conférence internationale de lutte contre la corruption (IACC). Les membres du CPA ont noté l'importance d'alerter les membres de l'opportunité offerte par la participation à la conférence, et de les encourager à intégrer cette question dans leurs budgets et leur planning pour 2019.

Mises à jour du manuel de gouvernance

SR a noté que le manuel de gouvernance fait l'objet d'un examen par un sous-comité formé de membres du conseil mondial, du CPA et du conseil d'administration. La version mise à jour du manuel sera présentée à l'assemblée générale pour approbation. SR a livré un aperçu de certaines des principales mises à jour relatives à la composition du conseil, au processus électoral du CM, aux principes de financement et au cadre d'indicateurs des principes de fonctionnement de PCQVP. En mai 2018, le conseil mondial a pris une décision de mettre à l'essai un système d'alternance des sexes au sein du CM à chaque élection, afin de maintenir l'équilibre entre les sexes et de promouvoir le leadership féminin à travers le réseau. Ce processus a été utilisé pour informer les mises en candidature pour les élections du CM qui auront lieu en janvier lors de l'AG. SR a noté que le principe du secrétariat de PCQVP de ne pas accepter de fonds provenant des industries extractives serait explicité dans le manuel. Le projet pilote du

cadre d'indicateurs relatif aux principes de fonctionnement est en cours ; le manuel mis à jour comporte une référence s'y rapportant. Le cadre sera également disponible en ligne. Les prochaines étapes pour le sous-comité en charge de la gouvernance seront de réviser le texte du manuel en ligne avec les mises à jour convenues et de le distribuer avant l'AG à tous les membres de PCQVP (le manuel sera disponible en anglais, français, russe, arabe et espagnol). Le manuel sera présenté à l'AG pour approbation. Le CPA a noté l'importance de bien connaître les dispositions du manuel de gouvernance et en particulier de réfléchir sur les responsabilités respectives du CPA et du CM s'agissant de leurs rôles de leadership stratégique.

Examen des demandes d'affiliation

NB a présenté les demandes d'affiliation des coalitions de la société civile qui souhaitent devenir des coalitions PCQVP au Kenya et au Botswana. Le CPA a examiné les évaluations menées par le secrétariat, sur la base des discussions avec les coordonnateurs nationaux, les donateurs et les partenaires

techniques ; un examen de la documentation fournie (plans stratégiques, documents constitutifs, etc.) ; et une visite des pays. NB a fait remarquer la pertinence de la demande de la Kenya Civil Society Platform on Oil and Gas (KCSPOG), y compris la mobilisation d'un groupe diversifié de membres ainsi que les ressources financières et humaines, outre une forte présence sur les médias sociaux. Le CPA a pris note qu'il y a deux coalitions travaillant sur la gouvernance des ressources naturelles au Kenya, ce qui présente un risque potentiel ; ils ont également noté que la coalition peut avoir besoin d'un soutien sur les aspects liés à la gouvernance. Notant qu'il existe toujours un soutien à fournir à une nouvelle coalition PCQVP, le CPA a approuvé la demande et a accueilli PCQVP Kenya dans la famille PCQVP.

Le CPA a également pris note de l'évaluation de la demande d'affiliation de la coalition du Botswana qui a été très récemment formée. Le CPA a noté le besoin que cette coalition développe davantage ses structures de gouvernance et ses sources de financement avant qu'elle ne puisse être approuvée. Le CPA a suggéré qu'une implication supplémentaire devrait être maintenue afin de comprendre les enjeux, mais qu'une visite dans le pays n'était pas une priorité pour l'attribution de ressources financières en 2019.

Le CPA a noté avec regret les défis posés à la coalition au Gabon, notamment la difficulté à trouver des ressources financières pour son travail, ce qui l'a conduite à suspendre ses activités pour l'instant. BM a invité le secrétariat à continuer de contacter les membres au Gabon et à les encourager à poursuivre leur travail, y compris leurs efforts pour favoriser un nouveau leadership.

Réflexions préliminaires sur la mise en œuvre du plan d'affaires 2016-2018

EP a présenté quelques réalisations de haut niveau et des enseignements tirés de la mise en œuvre du plan d'affaires 2016-2018 du secrétariat international, une feuille de route sur trois ans pour le secrétariat qui a été adoptée en 2016 qui visait également à suivre les progrès réalisés vers la Vision 2020 et à accroître la redevabilité du secrétariat envers les coalitions nationales. Les réalisations comprennent des progrès au sujet des normes mondiales sur les rapports projet par projet et la transparence des contrats, la croissance de la coalition mondiale PCQVP (quatre nouvelles coalitions nous ont rejoints au cours de la période) ainsi que l'ajout d'un nouveau donateur de base pour le travail de PCQVP. Certains défis mis en évidence par la présentation comprennent le départ de trois pays de l'ITIE, les échecs en cours dans la mise en œuvre de l'article 1504 du Dodd Frank Act aux États-Unis, et la poursuite et l'augmentation des menaces pesant sur l'espace civique pour les militants de la transparence et de la redevabilité.

Le CPA a félicité le secrétariat pour ce qui a été accompli et a accueilli avec satisfaction les premières réflexions. Ils ont proposé une analyse plus approfondie sur la capacité du secrétariat à mettre en œuvre le plan d'affaires ainsi que les défis et les occasions d'obtenir des ressources financières suffisantes. Une telle analyse devrait informer le plan opérationnel de la stratégie mondiale. Le CPA a souligné sa volonté de poursuivre les discussions sur la façon dont il peut jouer plus efficacement son rôle de leadership dans la mise en œuvre de la stratégie mondiale. Le CPA a réitéré l'importance de la coordination dans les six premiers mois de 2019 pour nous préparer à la conférence mondiale de l'ITIE en 2019.

EP a noté que le secrétariat prévoit un examen externe du plan d'affaires 2016-2018 en 2019, que nous pourrions ensuite partager avec les membres et qui informera notre planification pour la mise en œuvre de la stratégie mondiale. 2019 sera une année de transition, alors que nous nous préparons à la mise en œuvre de la stratégie mondiale en 2020 ; le secrétariat se concentrera donc sur l'engagement auprès des membres à travers le monde sur la façon dont ils seront impliqués dans cette mise en œuvre et dans le suivi de leur impact. EP a félicité le CPA pour le leadership dont il a fait preuve au cours des 18 premiers mois de son mandat.

Clôture de la réunion

Le CPA a convenu que sa prochaine réunion aura lieu conjointement avec la conférence mondiale de l'ITIE en 2019. FN a remercié TS pour son leadership en tant que président du CPA et a proposé que le rôle soit transféré en cette mi-mandat à MD, le vice-président, comme il est de coutume avec le CPA. TS a remercié ses collègues membres du CPA pour leur engagement au cours des 18 derniers mois, et a noté qu'il avait été très fier d'agir à titre de président. MD a remercié TS et attend avec intérêt l'occasion de bâtir sur les réussites des derniers 18 mois.

Le CPA a participé à un atelier d'une journée le 9 novembre portant sur la Vision minière pour l'Afrique, en vue de la réalisation de son objectif stratégique 2019 de plaider en faveur de la réforme de la gouvernance minière en ligne avec la VMA (voir le communiqué du CPA pour de plus amples informations de la formation).

« Si vous voulez aller vite, allez seuls ; si vous voulez aller loin, allez ensemble. »